



[Imprimer cet article](#) | [Fermer cette fenêtre](#)

Paris fustige les paradis fiscaux et annonce des représailles

dimanche 15 février 2009 20h07

PARIS (Reuters) - Le ministre français du Budget, Eric Woerth, a qualifié dimanche de "honte" l'existence de paradis fiscaux et a annoncé des mesures de rétorsion contre les banques qui font transiter de l'argent par ces territoires.

Il a émis l'espoir que les pays du G20 qui se réuniront le 2 avril prochain à Londres adopteraient de telles mesures.

"Les paradis fiscaux, c'est une honte", a déclaré Eric Woerth lors de son intervention devant le Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI en les qualifiant de "prédateurs". "C'est le contraire de la moralisation du capitalisme."

Paris et Berlin mènent ensemble la lutte contre ce phénomène et ont demandé que l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) révise d'ici l'été 2009 sa liste "noire" des pays non coopératifs, qui ne compte actuellement que trois pays -- Monaco, Andorre et le Liechtenstein.

"Il y a une liste de paradis fiscaux qui est ridicule, qui ne correspond en aucun cas au nombre de paradis fiscaux", a ajouté le ministre. "En fait, il y en a beaucoup plus."

Il ne les a pas cités dimanche mais, en octobre dernier, il avait dressé la liste des pays sur lesquels il souhaitait "mettre la pression en attendant d'avoir révisé la liste noire de l'OCDE: les Bahamas, les îles Caïman, les îles vierges britanniques, Samoa ou Singapour.

"La France doit prendre des mesures de rétorsion car en réalité il faut exposer, faire la transparence, dire qui est un paradis fiscal et qui ne l'est pas et après il faut en tirer les conséquences avec des mesures de rétorsion", a-t-il ajouté.

TAXER LES TRANSFERTS

Eric Woerth a précisé que les banques qui ont des filiales dans des paradis fiscaux et qui y hébergent des résidents français devraient être mises à l'index.

Les transferts d'argent vers ou en provenance des paradis fiscaux doivent également être taxés pour que les pertes encourues par le fisc puissent être compensées.

"On a beaucoup de moyens aujourd'hui pour lutter contre les paradis fiscaux, j'espère que le G20 au mois d'avril à Londres prendra un certain nombre de décisions au niveau des chefs d'Etat", a-t-il poursuivi.

Nicolas Sarkozy a déjà avancé l'idée qu'aucune banque bénéficiant d'aides publiques dans le cadre des plans de sauvetage européens ne puisse travailler dans ces territoires.

Selon les estimations d'un collectif d'ONG, dont Transparency International (TI), plus de 400 banques, deux tiers des 2.000 hedge funds et deux millions environ de sociétés financières sont hébergés dans la soixantaine de paradis fiscaux et judiciaires recensés dans le monde, dont la moitié en Europe.

En octobre dernier, le ministre allemand des Finances, Peer Steinbrück, s'en était ouvertement pris à la Suisse, coupable à ses yeux d'offrir des conditions encourageant le contribuable allemand à frauder. Ses déclarations avaient suscité un tollé en Suisse et Berlin avait ensuite modéré ses accusations.

Paris et Berlin organiseront en juin 2009 une réunion sur les paradis fiscaux dans la capitale allemande pour faire le point sur les mesures envisagées.

Yves Clarisse

© Thomson Reuters 2008. All rights reserved. Users may download and print extracts of content from this website for their own personal and non-commercial use only. Republication or redistribution of Thomson Reuters content, including by framing or similar means, is expressly prohibited without the prior written consent of Thomson Reuters. Thomson Reuters and its logo are registered trademarks or trademarks of the Thomson Reuters group of companies around the world. Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.

Thomson Reuters journalists are subject to an Editorial Handbook which requires fair presentation and disclosure of relevant interests.